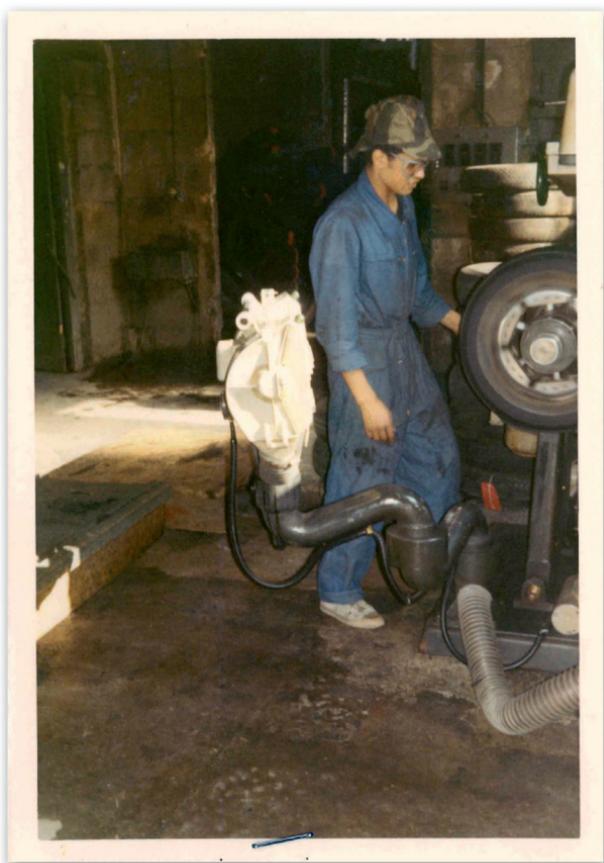


Chérif Boudelal El-Boukhdachi
L'immigration de peuplement
en France au XXI^e siècle
*Et le défi d'intégration des citoyens
qui en sont issus*



L'auteur du livre au travail à l'âge de 24 ans



L'échec scolaire et la délinquance qui touchent nombre de jeunes ne sont pas une fatalité mais un problème de société dont il convient de trouver une solution.

Introduction

De l'immigration européenne à l'immigration intercontinentale, de l'immigration irrégulière à l'immigration de peuplement, de l'immigration « tout terrain » à « l'immigration choisie », la France n'a jamais pu se passer des immigrés. Après plus d'un siècle et demi d'immigration « célibataire », elle a opté pour l'immigration familiale afin de compenser son déficit démographique et disposer d'une main-d'œuvre sur place en vue d'assurer la continuité de son développement industriel, de bâtir ses villes et villages et construire son infrastructure.

Avec le regroupement familial la relève des immigrés est assurée par leurs enfants, sauf que ces derniers ne sont pas des immigrés ; et de ce fait, ils posent problème aux habitués d'une main-d'œuvre docile et obéissante. Contrairement à leurs parents ils refusent de courber l'échine ; ils réclament les mêmes droits que leurs concitoyens et camarades « de souche européenne ».

Mais une partie de la classe politique d'aujourd'hui n'accepte pas la diversité ethnique et culturelle au sein de la société française. Des politiciennes et politiciens voient dans le mélange des cultures la perte de

l'identité « judéo-chrétienne » de la nation française. Les inventeurs et adeptes de « la préférence nationale » oublient qu'il n'y a pas si longtemps les « Judéos » de France et les travailleurs chrétiens venant de l'Europe étaient rejetés par leurs maîtres-penseurs de l'Action française.

L'enjeu politique de l'immigration

Pour mieux comparer les difficultés vécues par les travailleurs étrangers depuis le début de la révolution industrielle à ce jour, nous avons procédé à une étude approfondie de l'histoire de l'immigration française du XIX^e et XX^e siècles. Cette étude a démontré que les enjeux politiques et idéologiques qui prévalaient en France jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle étaient, à quelques nuances près, identiques à ceux que certains partis politiques d'aujourd'hui utilisent à des fins électoralistes.

Cette ressemblance de la politique ambiante vis-à-vis des générations diverses de l'immigration de tous les temps, nous apprend que la xénophobie n'est pas nouvelle en France. Si on excepte quelques milliers d'Algériens emmenés – bon gré mal gré – aux mines du Nord, puis aux raffineries phocéennes de sucre pour casser les grèves des Italiens (entre les années 1905-1907), la main-d'œuvre d'avant la première guerre mondiale était exclusivement européenne. Or, ces travailleurs (européens et chrétiens) furent victimes de dizaines de pogromes. Si l'immigration a toujours été « une bouffée d'oxygène »¹ pour l'industrie française, elle a toujours été aussi un enjeu politique dans ce pays.

¹ Voir Sami Nair dans : « le regard des vainqueurs, l'enjeu de l'immigration ».

Si on s'inspire de l'histoire passée de l'immigration française durant les deux siècles précédents, en comparant les rapports entre les immigrés et les autochtones on trouve l'existence d'une similitude étonnante entre les différentes périodes, et notamment lors des crises économiques. Cette comparaison amène à constater la supercherie pratiquée par les falsificateurs de l'histoire qui veulent faire croire aux Français que tout allait bien autrefois avec l'immigration européenne, mais que tout va mal avec celle d'aujourd'hui, car de cultures différentes.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les immigrés actuels ont beaucoup moins souffert du racisme et de la xénophobie que leurs prédécesseurs européens d'avant la seconde guerre mondiale. Nous pouvons même affirmer que les immigrés d'aujourd'hui ont plus de chance que ceux qui les ont précédés car, dès les années 1950 les travailleurs étrangers commençaient à bénéficier de la protection sociale et juridique ; ce qui n'était pas le cas pour les travailleurs étrangers d'avant cette période-là. En plus de l'insécurité au travail, les ouvriers étrangers n'avaient pratiquement pas de défenseurs qui venaient à leur secours lors des fréquentes persécutions dont ils étaient victimes, qui se terminaient souvent par des drames. Ceci dit, le prétexte de l'incompatibilité des cultures n'est que poudre aux yeux.

En réalité, le problème est ailleurs. Il réside dans le paradoxe qui existe entre le discours des politiques et la réalité que vivent sur le terrain les populations que l'on veut intégrer. Malheureusement, nous constatons que gouvernements et pouvoirs publics successifs commettent les mêmes erreurs depuis plus de trente ans. L'échec de l'intégration trouve sa principale

source dans l'incohérence des politiques qui s'y rapportent, et nulle part ailleurs.

Cet échec est dû notamment à trois raisons majeures :

1) La concentration des populations immigrées et issues de l'immigration dans des quartiers HLM, où celles-ci sont isolées des autres composantes de la société. 2) Les spéculations politico médiatiques qui se trament autour d'elles. 3) Les abus de pouvoir de certains fonctionnaires de l'État et le laxisme de la justice vis-à-vis de ceux qui pratiquent la discrimination, le racisme et la xénophobie contre ces populations.

L'immigration est aussi créatrice d'emplois

L'immigration actuelle est la seule à avoir suscité tant de spéculations politiques et médiatiques. Ainsi, depuis le début des années 1980 celle-ci est devenue un sujet de débats quasi permanents, aussi bien sur les plateaux de télévision et dans la presse écrite, que sur la place publique. Des campagnes des plus cyniques sont organisées pour dénoncer l'immigration afin d'avoir quelques poignées de voix de plus lors des élections auprès des électeurs et électrices lassés par le chômage et/ou par le comportement de certains enfants, adolescents et jeunes issus de l'immigration abandonnés à leur sort.

L'immigration actuelle et sa descendance sont aussi créatrices d'emplois, et ce dans tous les domaines de la vie. Elles en créent plus qu'elles en occupent, du secteur du bâtiment à celui des travaux publics, en passant par la voirie, l'entretien, le commerce ou le marché parallèle. Mais aussi de l'enseignement au secteur social en passant par le sport ; de la sécurité sociale et paramédical aux professions libérales de

toutes sortes. Des médias aux écrivains en passant par les sociologues et les psychologues ; des administrations aux professionnels des campagnes électorales. Ou encor des vigiles aux gardiens de prisons jusqu'au ministère de l'immigration et de l'Identité nationale. Donc, les immigrés et leurs enfants sont à la fois consommateurs des services administratifs et sociaux, et créateurs d'emplois.

De par son apport démographique, économique et culturel, l'immigration a transformé le visage de la France. « Le peuple français est multiculturel, multiracial et multi couleur », déclarait le Président de la République, Jacques Chirac, après la victoire de l'équipe nationale de football au championnat du monde de 1998 ; car les joueurs « métissés » étaient en grande nombre en son sein.

La délinquance n'est pas une fatalité

Par manque de cohérence, tous les projets gouvernementaux, dits d'intégration, ont échoué. Depuis les années 1970 jusqu'à ce jour, les enjeux essentiels qui posent problèmes à l'intégration ont été négligés par les gouvernements et les pouvoirs publics successifs, toutes tendances confondues. Les causes principales de cet échec se situent dans le manque de brassage des populations, notamment en ce qui concerne les secteurs de l'habitat et de l'emploi. On ne peut pas demander aux gens de s'intégrer dans la société en les parquant dans des cités ghettos, isolés du reste des populations qui composent la société. On ne peut pas non plus demander aux jeunes d'avoir un comportement civique, alors qu'on leur ferme à la face toutes les portes.

Pour remédier à tous ces problèmes, l'État n'a pas d'autres choix que d'opter pour un nouveau type de logements HLM qui permettra de répartir en premier lieu, et de façon équilibrée, les populations immigrées et issues de l'immigration sur l'ensemble du parc locatif de chaque commune de France. Après la colère de la jeunesse d'octobre 2005, des propositions dans ce sens ont été faites par l'association « L'immigration Repère et Citoyenneté », présidée par l'auteure de cet ouvrage, faites aux hautes autorités de l'État, suggérant une autre conception de logements sociaux.

Lors de ces événements, des promesses ont été faites dans la foulée par le gouvernement ; mais rien n'a été mis en place concrètement. Au contraire, la discrimination à l'embauche des jeunes continue, la construction des quartiers HLM pour immigrés prolifère, la délinquance et la répression se multiplient. Ceci est une preuve évidente qui montre que l'échec scolaire, la délinquance et le vandalisme ne sont pas une fatalité chez ces populations, mais le résultat d'une politique discriminatoire bien planifiée.

Le bouc émissaire

Vu que la communauté arabo-musulmane est la plus fustigée de toutes les communautés qui composent la population française, vu son importance sur le plan numérique, vu qu'elle soit le bouc émissaire préféré de la politique politicienne et des médias, nous lui avons réservé une place centrale dans cet ouvrage. Nous y incitons ses membres, et notamment les jeunes, à prendre en main leur destinée afin de faire leur place dans la société française ; car s'ils ne le font pas eux-mêmes personne d'autre ne le fera pour

eux à leur place. Ils doivent savoir qu'une communauté qui n'est pas organisée et ne s'entraide pas, restera éternellement en marge de la société. Et c'est bien le cas de cette communauté. Elle est stigmatisée et marginalisée parce que la majorité écrasante de « ses intellectuels » qui pourraient l'aider à s'en sortir, sont plongés dans une léthargie profonde, vautrés dans leur confort.

Nous constatons que depuis les attentats terroristes commis dans les années 1980 et 1990 en Europe, suivis par les attentats du 11 septembre 2001 aux USA, la communauté arabo-musulmane est stigmatisée partout dans le monde occidental. La politique de psychose menée par les USA dans leur croisade pétrolière contre « le terrorisme islamique », a rendu vulnérable cette communauté déjà fragile, car orpheline et sans défense. Désormais tout est permis : les bavures se multiplient contre ses membres, aussi bien aux USA que dans les pays où les régimes leur sont entièrement soumis.

Les arrestations abusives et les emprisonnements sans preuves, les discours politico médiatiques hostiles aux Arabes et aux musulmans sont devenus à la mode dans nombre de pays occidentaux. Et tout le monde en profite : même les régimes dictatoriaux dits arabes se sont précipités pour prêter main forte aux USA, saisissant l'occasion de cette campagne « anti-terroristes » pour accuser leurs opposants politiques de terrorisme afin de bénéficier de quelques poignées de dollars ou « gratifications sentimentales » de leurs maîtres. En échange de leurs bons et loyaux services, la répression que ces despotes exercent sur leurs peuples devient légitime aux yeux des régimes occidentaux contaminés par le virus terroriste créé par

les USA pour déstabiliser les pays producteurs des matières premières dont le but est de trouver des prétextes pour y intervenir afin de les occuper et s'emparer de leurs richesses.

Toutes ces circonstances et conséquences font de la communauté arabo-musulmane un bouc émissaire vulnérable. A noter que la communauté dont il s'agit ici n'a rien à voir avec le communautarisme dont certains font délibérément l'amalgame. La communauté à laquelle nous faisons référence dans cet ouvrage est celle qui s'organise, qui se construit elle-même par l'effort, par l'entraide, par la détermination et la volonté de vivre dignement au sein de la société, respectueuse et respectée. La communauté telle que nous la concevons est celle qui tisse les liens entre ses membres ; des liens basés sur la solidarité organique et non sur la solidarité mécanique au sens de Durkheim. Une communauté qui fonde ses structures sur des bases saines ; une communauté qui refuse le misérabilisme et l'assistanat ; une communauté qui compte sur ses propres efforts ; une communauté ouverte aux autres et agissant avec eux dans l'intérêt général de la société.

Cet ouvrage traite donc un ensemble de problèmes qui dérangent la vie de beaucoup de citoyens et retardent le processus d'une vie harmonieuse d'une partie importante de la population française. Il prend à témoin le lecteur de la politique incohérente dite d'intégration menée depuis plus de 30 ans par les gouvernements qui se sont succédé, dont l'échec est plus qu'évident. Il interpelle l'État lui-même et tous les acteurs influents de la société pour attirer leur attention sur le danger latent de cette politique qui

consiste à négliger les vrais problèmes qui marginalisent des communautés entières et plongent leurs enfants dans le désespoir.

Ceci montre l'incohérence de la politique dite d'intégration destinée aux immigrés et à leurs enfants. L'intégration d'une communauté ne peut pas se faire en l'isolant de la population autochtone. Cet ouvrage invite les femmes et les hommes politiques de France, toutes tendances confondues, et notamment celles et ceux qui hésitent entre la défense de l'égalité des droits des citoyens et la peur de perdre un électorat « préférentialiste », de regarder la réalité en face et d'accepter l'évolution de la société française du XXI^e siècle.

Que tout un chacun admette définitivement que la France n'est plus l'empire colonial qui traitait ses sujets comme des esclaves ou des « indigènes » ; mais elle est devenue un État de droit, une société de progrès dont la composition est désormais multiethnique, multiculturelle, multiraciale, et que rien ne pourra arrêter son évolution naturelle.

Les immigrés ont été « Les artisans de la croissance », selon M. Amar et P. Milza. Ils ont été « Un ballon d'oxygène pour l'économie française », selon Sami Naïr.

En mettant en œuvre une politique révolutionnaire, considérant partie intégrante en son sein les populations immigrées et issues de l'immigration qui ont participé au développement de son économie et à son enrichissement culturel et démographique, la France ne peut qu'être agrandie.

L'auteur

Chapitre I

L'immigration en France

La raison d'être de cet ouvrage c'est de montrer l'incohérence de la politique française d'intégration destinée aux immigrés et à leurs enfants. Avant d'entrer dans le vif du sujet concernant les problèmes de société en rapport avec l'immigration, nous exposons dans ce chapitre un bref historique des flux migratoires que la France a accueillis sur son sol dès le début de la révolution industrielle (début du XIXe siècle) jusqu'à ce jour. Nous mentionnerons par ordre d'arrivée et d'importance les communautés qui ont marqué leur présence en France durant les deux siècles écoulés, et qui se comptent par millions.

Les Belges

Les travailleurs Belges ont été les premiers migrants de masse à avoir travaillé dans la toute nouvelle révolution industrielle française. Lors du premier recensement de 1851, ils représentaient la première communauté étrangère en France, avec 128.000 membres. Ils travaillaient notamment dans la mine de charbon, la forge et le textile, au Nord de la France.

Les Italiens

Les Italiens détenaient à la même époque (1851) la seconde place avec 83.000 membres sur un total de 380.000 étrangers travaillant en France. Ils étaient plus concentrés dans le Sud-est de la France. Ils travaillaient notamment dans les raffineries phocéennes de sucre, le bâtiment et les chantiers salins. Une partie d'entre eux, environ 15 %, s'était installée dans la région parisienne.

En 1900, les Italiens constituaient 20 % de la population marseillaise, qui comptait à l'époque 600.000 habitants. La population italienne en France est passée de 83.000 en 1851 à 808.000 en 1931 et devient ainsi la communauté des travailleurs étrangers la plus nombreuse de France, en dépassant les Belges.

Les Algériens

Les premiers émigrés algériens sont arrivés en France vers la fin du XIX^e siècle pour atteindre 380.000 environ en 1918. Après des fluctuations dans la période de l'entre deux guerres, cette population atteignait les 800.000 individus en 1974. Les Algériens sont les premiers immigrés extra européens arrivés en France, dont la première vague de 1.500

ouvriers était arrivée en 1898. En effet, les Algériens ont été omniprésents dans l'histoire de la France depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à ce jour, aussi bien au sein de la classe ouvrière française qu'au sein de l'armée ; bon gré mal gré, ils ont participé à plusieurs guerres que la France a menées à travers le monde.

Les Polonais

Après la première guerre mondiale, la France se trouvait partiellement détruite et privée d'un nombre important de sa population : 1.440.000 morts, 1.000.000 de mutilés, 1.550.000 de naissance en moins du fait de l'absence des maris pendant la guerre. Par conséquent, le pays a eu besoin de main-d'œuvre étrangère pour se reconstruire. Dès 1919, la France avait signé une convention avec la Pologne pour lui fournir de la main-d'œuvre. Les années 1920 ont été ainsi marquées par des flux migratoires polonais importants. Ainsi, les Polonais dont le nombre était de 46.000 personnes en France au début des années 1920, sont passés à plus d'un demi-million en 1931. Ils étaient concentrés dans le Nord de la France, où ils travaillaient notamment dans les mines, les hauts fourneaux et la sidérurgie. Selon le comité de liaison pour la solidarité avec l'Europe de l'Est (COLISEE), avec les naturalisations et les naissances en France, la population polonaise avoisinait le million d'individus à la fin du XX^e siècle.

Les Arméniens

Les Arméniens sont arrivés en masse en France dès 1921. Les candidats à l'immigration étaient notamment des rescapés du génocide dont ils étaient victimes en Turquie en 1915, notamment ceux qui

s'étaient réfugiés en Syrie et au Liban. La France est allée les chercher là-bas pour combler le manque de main-d'œuvre dont son industrie avait besoin après le désastre que la guerre avait provoqué sur son sol. Au début des années 1930, la communauté arménienne comptait plus de 70.000 membres en France.

C'est parmi cette population arménienne que la France a accueilli, en 1935, une famille qui lui a donné un Premier ministre 60 ans après : Édouard Balladur (arrivé en France à l'âge de six ans). L'ironie de l'histoire c'est que, c'est ce dernier qui a privé de leur nationalité française les enfants de parents étrangers nés en France ! Les arrivistes ont souvent tendance à repousser leurs semblables en essayant de se montrer « plus royalistes que le roi ». C'est aussi cela la diversité de la société française qu'il convient d'accepter, de préférence avec philosophie.

Les Espagnols

Avant la première guerre mondiale, les Espagnols étaient au nombre de 105.000 en France mais en 1926 ils avaient atteint le nombre de 322.000. La majorité d'entre eux s'était installée dans le Sud de la France ; une minorité s'étant établie dans la région lyonnaise, dans l'Île-de-France et dans le Nord. La guerre civile de 1936 avait provoqué l'arrivée des vagues de réfugiés qui fuyaient la mort. Marianne Amar et Pierre Milza rapportent dans leur livre « L'immigration au XX^e siècle » qu'en 1939 leur nombre atteignaient parfois les 350.000 personnes par mois ; les combattants emmenaient leurs familles en France pour les mettre en sécurité et repartaient combattre le Franquisme chez eux.

En 1975, après la démocratisation du régime espagnol, beaucoup de réfugiés étaient rentrés définitivement chez eux, en profitant du décret Stoléru qui offrait 10.000 francs aux immigrés qui voulaient rentrer définitivement chez eux en restituant leurs titres de séjour.

Les Portugais

Au début des années 1920 on enregistrait 11.000 Portugais en France ; en 1931 ils étaient 49.000. Cependant, vu la crise économique qui avait touché la France dans les années 1930, leur nombre avait considérablement diminué : il ne restait que 28.000 personnes. Dans les années 1960-1970, refusant de faire la guerre aux peuples africains occupés par le Portugal, des jeunes portugais, fuyant leur pays, venaient se réfugier en France pour éviter le service militaire. Les opposants au régime Salazariste de Marcelo Caetano fuyaient également leur pays afin d'échapper à la répression de la PIDE (police secrète militaire) qui faisait ravage dans le pays à l'époque.

En 1968, le nombre des Portugais en France était environ de 300.000 – dont seulement 100.000 d'entre eux étaient régularisés. Ayant besoin de la main-d'œuvre – et tenant probablement compte de la répression qui s'abattait sur les opposants au régime, le gouvernement français fermait les yeux sur les Portugais qui arrivaient en masse sur son sol. Lors de la suspension de l'immigration par la France en 1974, le nombre des Portugais avoisinait les 800.000 personnes. Ainsi les Portugais égalaient numériquement les Algériens qui étaient jusque-là les plus nombreux parmi les travailleurs étrangers vivant en France.

La « révolution des œillets » de 1974 au Portugal a mis fin au régime dictatorial des généraux, suscitant ainsi un retour massif de Portugais chez eux. Beaucoup d'entre eux ont bénéficié de l'offre de 10.000 francs pour rentrer définitivement chez eux. Profitant du décret du 29 avril 1976 réglementant le regroupement familial, beaucoup de travailleurs portugais ont fait venir leurs familles pour s'installer définitivement en France. Au recensement de 1982, les Portugais comptaient 767.304 personnes en France.

Les Marocains

On rapporte qu'avant la première guerre mondiale, les Marocains ne représentaient que quelques dizaines d'ouvriers en France, employés notamment dans une usine métallurgique nantaise. Cependant, dès le début de la guerre de 1914-1918, la France fit venir des dizaines de milliers d'ouvriers et soldats marocains. En 1915, 35000 ouvriers marocains arrivèrent sur le sol français, recrutés en majorité dans la région de Marrakech, avec un contrat d'un an renouvelable. En plus des ouvriers, il y avait 74.000 soldats marocains qui combattaient sur les fronts dans les rangs de l'armée française. A la fin de la guerre, ces Marocains ont disparu, renvoyés chez eux à l'instar des centaines de milliers d'Algériens (voir le chapitre « les émigrés Algériens de France »). Il ne restait en France que quelques milliers d'entre eux, majoritairement des soldats démobilisés.

En 1938, fort des expériences satisfaisantes avec les travailleurs marocains pendant la première guerre mondiale, le patronat français alla recruter des ouvriers au Maroc ; ils travaillaient généralement dans les mines. En 1940, lorsque la guerre a pris de

l'ampleur entre la France et l'Allemagne, les travailleurs marocains en majorité sont rentrés massivement chez eux, il ne restait en France que 600 d'entre eux.

A l'instar de la guerre de 1914-1918, des dizaines de milliers de soldats marocains ont été mobilisés pour servir dans l'armée française lors du second conflit mondial de 1939-1945. On dit que les soldats marocains étaient appréciés par la population française pour leur bravoure. Mais à la fin de la guerre, ils ont été démobilisés et renvoyés chez eux manu militari.

En 1946, la France relança la production du charbon et demanda alors au sultan du Maroc de lui fournir 16.000 ouvriers destinés aux mines du Nord. Depuis la période des « Trente Glorieuses » jusqu'à ce jour, la communauté marocaine n'a cessé d'augmenter. L'instauration du regroupement familial de 1976 pour les étrangers travaillant en France, a permis à des travailleurs marocains de faire venir leurs familles pour s'installer définitivement en France. A la fin du XX^e siècle, les travailleurs marocains et leurs familles installés en France dépassaient les 700.000 individus.

Afrique/Asie

L'immigration issue des pays d'Afrique noire et d'Asie est relativement récente en France ; quelques dizaines de milliers entre soldats et ouvriers de ces pays y sont arrivés pendant le premier conflit mondial. Après l'armistice, à l'instar des autres rescapés d'origines différentes, certains d'entre eux sont restés en France. Les Indochinois en France étaient au nombre de 20.000 en 1939 et 100.000 environ dans les années 1960.

Après que les Américains aient été chassés du Vietnam en 1975, beaucoup de vietnamiens avaient quitté leur pays pour aller s'installer aux USA ou en France. Car, à l'instar des harkis en Algérie (abandonnés par la France en 1962) les Vietnamiens ont été abandonnés par les États unis d'Amérique en 1975 à leur départ du Vietnam, livrés parfois aux lynchages de la population en colère. Dans les années 1980, on estimait à 200.000 le nombre de la communauté vietnamienne de France.

Amérique latine

Dans les années 1960-1970, des dizaines de milliers de Latino-américains, fuyant les dictatures militaires qui sévissaient dans leurs pays, venaient se réfugier en France. Sont venus d'abord les opposants brésiliens qui avaient fui la répression du régime après le coup d'État militaire (1964) effectué par le maréchal Branco contre le président de la République, Joao Goulart, dont le régime répressif a duré jusqu'en 1985 (voir le site [Dictature militaire au Brésil \(1964-1985\) – Wikipédia](#)). Ensuite ce fut le tour des Chiliens qui fuyaient leur pays après le coup d'État militaire du général Pinochet (1973) contre le président de la République, Salvador Allende, suivi par une répression sans précédent contre ses partisans (plus de 3 200 morts et « disparus », 38 000 personnes torturées, plusieurs centaines de milliers d'exilés – voir le site : [Régime militaire d'Augusto Pinochet – Wikipédia](#)). Puis vient le tour des opposants argentins qui avaient fui la répression de la junte militaire la plus sanglante qu'a connue l'Amérique latine, qui a duré sept ans, 1976-1983, laissant des séquelles profonde dans la société